

## **Séance publique du lundi 22 juillet 2013**

**Convoqué le mardi 16 juillet 2013, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le lundi 22 juillet 2013 à 16H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux**

### **Présents :**

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, , Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUEARGHA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, , Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Nancy CANAUD, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Magalie COUVERT, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Sarah EL ATMANI, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Anne-Rose LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Jacques MARTIN, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Stéphane MELLA, Nadia MIRAOU, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

### **Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :**

Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Sophie BONIFACE-PASCAL, Josette CLAVERIE, Perla DANAN, Jacques DOMERGUE, Serge FLEURENCE, Arnaud JULIEN, Hélène QVISTGAARD, Régine SOUCHE, Patrick VIGNAL.

### **Absents :**

Laure FARGIER, Martine PETITOUT.

## **Vœu contre la précarisation de l'emploi dans l'enseignement supérieur et la recherche, et renouvellement du soutien au personnel de Sanofi**

Madame TROADEC-ROBERT rapporte :

Le Conseil municipal de Montpellier renouvelle ses vives préoccupations à l'égard de la situation de l'emploi dans l'enseignement supérieur et la recherche.

Chez Sanofi, principale entreprise privée de la Région, le nouveau plan de suppression du secteur Recherche présenté par la Direction au début de ce mois, après l'annulation du précédent plan à la suite de sa mise en cause par les organisations syndicales, continue de prévoir la suppression d'environ 250 emplois sur le site de Montpellier, par mutations, mobilités, reclassements contraints, ouvrant ainsi la voie à une liquidation de l'ensemble de la recherche locale. Il faut rappeler que l'occupation des parties du site laissées vacantes par des "start-up" éphémères ne permettrait que d'aggraver la précarité tout en compromettant les coopérations existantes avec CHU, IUT et Universités.

Le Conseil municipal rappelle son vœu antérieur du 1er octobre 2012, unanime, sur la mobilisation de tous les Montpelliérains en vue de la défense de l'emploi chez Sanofi, et sur la nécessité urgente de mettre en discussion une loi empêchant les suppressions d'emplois à visée boursière.

Au niveau de l'enseignement et de la recherche publics, la situation créée par l'inefficacité de la loi dite Sauvadet de 2010 est patente. En effet, cette loi ouvre la possibilité, pour des agents contractuels, de devenir agents titulaires à l'issue d'une procédure ad hoc. Dans l'enseignement supérieur et la recherche, le nombre d'emplois précaires a très fortement augmenté ces dernières années, en particulier chez les chercheurs. En général, les doctorants ou les jeunes docteurs exercent leur activité de recherche en cumulant les CDD de trois ans. C'est l'une des conséquences de l'autonomie des universités et du transfert des charges de personnel, de la systématisation de la recherche par appels d'offres et de l'application de la révision générale des politiques publiques (RGPP). Les non-reconductions des contrats de ces jeunes doctorants ou jeunes docteurs multipliées par les directions des Etablissements Publics à caractère Scientifique et Technique afin d'éviter qu'ils bénéficient d'ancienneté, les mettent dans une situation très précaire. La fin de cette année universitaire voit s'accroître pour eux le risque de devenir chômeurs. Il faut ajouter aussi la précarisation des autres personnels

indispensables à la recherche (administratifs, techniciens...). Cette pratique va non seulement à l'encontre de l'objectif de résorption de la précarité, mais elle prive nos laboratoires de l'expérience et du savoir accumulés par ces personnels. Sur Montpellier, on peut estimer le nombre des précaires de l'enseignement supérieur et de la recherche à environ 1000 emplois (soit environ un emploi sur dix du secteur), situation qui a suscité plusieurs manifestations publiques. Si l'on prend en compte la difficile situation financière des nos universités, il est difficile d'envisager une solution purement locale.

Comme le montre l'exemple de notre collectivité, qui a su créer des emplois pour transformer plusieurs centaines de CDD en CDI, il est possible de mettre un terme à une situation insupportable pour tant de jeunes dont on bouche ainsi l'avenir.

C'est de plus un pôle public de recherche prenant en compte l'ensemble du potentiel actuel de notre ville qui est nécessaire pour répondre aux besoins de la santé de tous.

Le Conseil municipal s'engage à intervenir auprès des pouvoirs publics en vue de programmer dans un délai rapide des négociations avec les organisations syndicales et les collectifs de précaires, en vue d'un programme de résorption du précarat.

**Le Conseil adopte.**

**Pour extrait conforme, Madame le Maire**



**Hélène MANDROUX**

**Publiée le : 23 juillet 2013**